



Élu·es étudiant·es

École Normale Supérieure de Lyon

15 parvis René Descartes, BP 7000

69342 Lyon Cedex 07

elus·etudiants@ens-lyon.fr

-

Dossier suivi par Clément Luy

et Alfred Bovon

# Rentrée 2020 et scolarités à l'ENS de Lyon

## Compte-rendu de l'enquête

26 octobre 2020

**Le sondage « Rentrée 2020 et scolarités à l'ENS de Lyon » a été proposé par les élu·es au Conseil d'administration de l'ENS de Lyon.** Il a été diffusé par les élu·es étudiant·es, les délégué·es de formation, des enseignant·es et directeur·ices de département.

Entre le 7 octobre à 11 h et le 17 octobre à 17 h ont été recueillies 500 réponses.

Les étudiant·es étaient invité·es dès le début à signaler leur département et leur niveau d'étude. Le sondage comportait des questions communes à tou·tes les étudiant·es, portant sur la rentrée 2020. En sus, les étudiant·es primo-arrivant·es étaient invité·es à répondre à des questions sur la journée de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles proposée par les élu·es étudiant·es le 17 septembre 2020. Quant aux étudiant·es inscrit·es au diplôme de l'ENS depuis un an ou plus, ils et elles étaient invité·es à répondre à des questions sur les scolarités (plans d'étude, information sur les crédits école, séjour des 3 mois à l'étranger, redoublement). Enfin, un champ d'expression libre était proposé à la fin du sondage, permettant aux étudiant·es de s'exprimer sur tout problème lié à la rentrée ou aux scolarités.

## 1 Profil des répondant·es

Parmi les 500 étudiant·es qui ont répondu au sondage :

- 161 sont primo-arrivant·es (normalien·nes ou auditeur·ices), soit 32,2 % des répondant·es ;
- 322 sont en scolarité à l'ENS de Lyon depuis plus d'un an et inscrit·es au diplôme de l'ENS, soit 64,4 % des répondant·es ;
- 17 sont en scolarité à l'ENS de Lyon depuis plus d'un et auditeur·ices de master, soit 3,4 % des répondant·es.

497 étudiant·es ont indiqué leur département de scolarité. La répartition par département est la suivante :



département	Nombre de répondant-es	%
Physique	31	6,2 %
Chimie	22	4,4 %
Langues	84	16,9 %
Lettres et arts	87	17,5 %
Education et humanités numériques	6	1,2 %
Sciences sociales	116	23,3 %
Sciences humaines	23	4,6 %
Mathématiques	23	4,6 %
Informatique	41	8,2 %
Biologie	58	11,7 %
Géologie	6	1,2 %

On constate un déséquilibre entre les départements de sciences exactes et expérimentales et ceux de lettres et sciences humaines. En effet, 181 répondant-es proviennent des départements de SEE, soit 36,4 % des répondant-es ; 316 proviennent des départements de LSH, soit 63,6 % des répondant-es.

## 2 Rentrée 2020

Trois questions portaient sur la rentrée 2020. Deux questions portaient sur les modalités d'information et d'inscription aux cours. Une question portait sur le suivi des cours à distance, notamment dans l'éventualité d'un retour à un enseignement intégralement à distance. Selon la réponse à cette question, les étudiant-es étaient invité-es à préciser leur réponse dans une autre question puis dans un champ d'expression libre.

### Inscriptions et information sur les cours de l'ENS de Lyon pendant la rentrée 2020

**Sur les 500 répondant-es, 179 indiquent avoir eu des difficultés à s'inscrire à des cours (soit 35,8 % des répondant-es).** Le nombre d'étudiant-es déclarant avoir eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours est encore plus important, puisque plus de la moitié des répondant-es (278, soit 55,6 %) répondent positivement à la question : « as-tu eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours ? ».

Les difficultés à s'inscrire à des cours ou à trouver de l'information semblent plus fortes dans certains départements que dans d'autres :

- ainsi, dans le département de Sciences sociales, 51 étudiant-es déclarent avoir eu des difficultés à s'inscrire à des cours (44 % des répondant-es), et 83 étudiant-es déclarent avoir eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours (71,6 % des répondant-es) ;

- en Chimie, 13 étudiant·es sur les 22 répondant·es déclarent avoir eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours ;
- dans le département des Langues, 38 étudiant·es (45,2 % des répondant·es) déclarent avoir eu des difficultés à s'inscrire à des cours, 61 pour trouver de l'information sur les cours (près de 73 % des répondant·es) ;
- dans le département des Lettres et Arts, 60 étudiant·es déclarent avoir eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours, soit 69 % des répondant·es ;
- en Sciences humaines, plus de la moitié des répondant·es signalent une difficulté à s'inscrire à des cours (12 répondant·es sur 23), et 14 répondant·es signalent une difficulté à trouver de l'information sur les cours.

**Il y a aussi une différence entre les primo-arrivant·es et les autres étudiant·es.** Ainsi, 53,4 % des répondant·es primo-arrivant·es déclarent avoir eu des difficultés à s'inscrire à des cours, contre seulement 27,4 % des étudiant·es en scolarité depuis un an et plus. De même, 68,9 % des répondant·es primo-arrivant·es déclarent avoir eu des difficultés à trouver de l'information sur les cours, contre 49,3 % des autres répondant·es.

Parmi les difficultés rencontrées cette année, une dizaine d'étudiant·es signalent que la limitation des « places », et autres « jauges » et « quotas » d'inscription ont pu être un obstacle, non seulement pour les cours du Centre des langues, mais également dans leur formation ou dans les départements où ils et elles comptaient suivre des cours alter-disciplinaires.

### Sur l'enseignement à distance

**Une large majorité des étudiant·es estime disposer du matériel et des moyens nécessaires pour suivre l'intégralité des enseignements à distance**, que ce soit en cas de quarantaine, de fermeture de l'établissement ou de reconfinement. Nous attirons toutefois l'attention des responsables sur la part non-négligeable d'étudiant·es qui estiment ne pas disposer de tous les moyens nécessaires pour suivre l'enseignement à distance, puisque 93 répondant·es, soit 18,6 % d'entre elles et eux, sont dans cette situation.

**Pour ces 93 étudiant·es, ce qui manquerait serait avant tout l'accès à une connexion Internet satisfaisante**, pour 55 d'entre elles et eux (57,3 %). Viennent ensuite le manque de matériel informatique, pour 35 répondant·es, et l'accès à des espaces de travail, pour 35 répondant·es aussi. 15 répondant·es signalent un « autre » manque, et utilisent pour préciser le champ d'expression libre. Dans ce champ, les manques qui reviennent plusieurs fois concernent :

- les livres et l'accès à la bibliothèque (5 réponses) ;
- les difficultés liées à l'enseignement en distanciel, et l'absence de certains cours qui ne sont pas proposés à distance (4 réponses) ;
- les problèmes liés à l'absence de lien social (2 réponses) ;
- l'accès au matériel de TP (2 réponses).

### 3 Scolarités

Les questions concernant les scolarités ne sont accessibles qu'aux étudiant·es inscrit·es au diplôme de l'ENS depuis un an ou plus. 322 répondant·es sont dans cette situation.

#### Plans d'étude

Quatre questions étaient posées dans le sondage au sujet des plans d'études. Parmi elles, aucune n'était optionnelle. Un champ d'expression libre apparaissait si un·e répondante répondait « oui » à la question : « Au cours de ta scolarité, estimes-tu qu'un de tes plans d'étude a déjà été validé trop tardivement ? ».

Les deux premières questions concernent la période et les délais de validation des plans d'étude. **Au moment de l'enquête, 25 répondant·es sur 322 (7,8 %) attendaient encore la validation de leur plan d'études.** Les 297 autres plans d'études avaient été validés. Dans l'ensemble, on peut constater que :

- 205 plans d'études sur 297 validés, soit 69 %, ont été validés définitivement par la vice-présidence études dans un délai de deux mois après leur soumission ;
- **92 plans d'études sur 297 validés, soit 31 %, dans un délai supérieur à deux mois après soumission.**

Concernant la date à laquelle est intervenue cette validation en 2020 :

- pour 210 plans d'études sur 322, soit 65,2 %, la validation est intervenue avant le 31 août ;
- **pour 87 plans d'études sur 322, soit 27 %, la validation a eu lieu après la date de la rentrée universitaire, le 1 septembre ;**
- 25 plans d'études n'étaient toujours pas validés au moment du sondage, soit 7,8 %.

**On peut de nouveau noter des disparités entre départements.** Ainsi, dans le département de Lettres et Arts, la situation est préoccupante, puisque sur les 60 répondant·es, plus de la moitié ont leur plan d'études qui a été ou qui sera validé définitivement après le 1 septembre (32 étudiant·es dans cette situation, soit 53 % des répondant·es). En Langues, 23 étudiant·es sur 50 déclarent que leur plan d'études a été validé en septembre ou n'est pas encore validé. En Sciences humaines, 13 étudiant·es sur 18 sont dans cette situation. L'écart est particulièrement marqué entre les départements de LSH et ceux de SEE : ainsi en Biologie, sur 32 répondant·es, seuls 3 plans d'études ont été validés après le 1 septembre ; en Informatique, 1 seul sur 23 répondant·es ; en Physique, seulement 5 sur 25. Les taux concernant un délai de validation supérieur à deux mois sont supérieurs à la moyenne dans les départements de Sciences sociales (24 sur 71 validés, soit 33,8 %), Sciences humaines (7 sur 18, soit 38,9 %), Langues (21 sur 47, soit 44,7 %), Lettres et Arts (25 sur 52, soit 48,1 %), c'est-à-dire dans l'ensemble des départements de lettres et sciences humaines.

On peut constater que, sur les 322 répondant·es, 255 estiment que leur plan d'étude est « classique », soit 79,2 %, et 67 répondant·es que leur plan d'études ne l'était pas, soit 20,8 %. **Il y a une corrélation entre plan d'études « non classique » et validation apparaissant comme tardive ou ayant lieu après le 1 septembre :** la moitié seulement des plans d'études « non classiques » ont été validés au 1er septembre, quand la proportion de plans d'études « classiques » validés à la

même date est supérieure de 19 points. À noter que plusieurs (18) plans d'étude reconnus comme classiques n'étaient pas encore validés au moment de l'enquête qui a eu lieu début octobre.

PE	« Classique » (255)		Pas classique (67)	
Validé <b>avant</b> 1 septembre	176	69,0 %	34	50,7 %
Validé <b>après</b> 1 septembre	61	23,9 %	26	38,8 %
Validé <b>avant</b> 2 mois	177	69,4 %	28	41,8 %
Validé <b>après</b> 2 mois	60	23,5 %	32	47,8 %
Pas encore validé	18	7,1 %	7	10,4 %

Une autre question concernait plus généralement la validation des plans d'étude sans s'attacher en particulier au calendrier 2020. **Elle était formulée comme suit : « Au cours de ta scolarité, estimes-tu qu'un de tes plans d'étude a déjà été validé trop tardivement ? ».** Sur les 319 répondant·es, 81 soit 23,4 % ont répondu « oui ». Sur ces 81 répondant·es, 34 précisent leur réponse dans le champ d'expression libre associé à cette question : 4 d'entre elles soulignent le problème de validation tardive (fin août-début septembre) avant une année de PLR qui exige l'établissement de conventions de stage le plus tôt possible dans l'année ; 4 autres soulèvent les problèmes liés aux césures et retours de césure avec des validations de PE qui surviennent après le début effectif de la césure ; enfin 3 cas évoquent des problèmes relatifs aux changements de département, la procédure ayant été validée par les départements mais pas officiellement par la VPE via la soumission du plan d'étude.

**De manière générale, les répondant·es signalent les incertitudes qui entourent la validation des plans d'étude**, malgré le sondage préalable qui s'effectue désormais en février-mars, ce qui est une source de stress pour l'ensemble des étudiant·es.

### Information sur les crédits école

Sur les 322 personnes ayant répondu à cette question, 275 n'ont pas connaissance du nombre de crédits école validés au cours de leur scolarité normalienne, soit 85,4 % d'entre elles et eux. On ne note pas de différence significative entre Monod et Descartes : les étudiant·es sont quasi unanimes et cela pose de sérieux problèmes qui ressortent également dans le champ d'expression libre final, relatif à l'ensemble du questionnaire.

**Près de 20 % des répondant·es (26 sur 142) dans le champ libre témoignent de leur étonnement et de leurs inquiétudes relatifs à cette situation préoccupante.** L'un·e d'entre elles et eux précise ainsi : « Je redoute le jury de fin d'année où l'on me fera découvrir qu'il me manque tant et tant de crédits école ». Un·e autre indique qu'« avoir des informations sur le nombre de crédits école que l'on a validés relève du parcours du combattant ».

Cela entraîne des problèmes collatéraux relatifs aux inscriptions en début d'année car c'est une information « essentielle » pour le choix des cours et les inscriptions pédagogiques qui doivent être faits à la rentrée. Enfin, cela donnerait plus de consistance à un diplôme qui est perçu comme coûteux et exigeant, sans pour autant donner lieu à un suivi administratif conséquent. Une étudiant·e déclare ainsi que, sans connaître le nombre de crédits école validés tout au long de sa scolarité, « le diplôme n'a pas de véritable existence à nos yeux ».

## Séjour à l'étranger dans le cadre du diplôme de l'ENS

**Le séjour à l'étranger obligatoire dans le cadre du diplôme divise les 322 répondant-es** : ainsi 122 d'entre elles et eux (soit 37,9 %) déclarent avoir rencontré ou estimer qu'ils rencontreront des obstacles pour cette composante du diplôme ; 107 d'entre elles et eux (soit 33,2 %) déclarent le contraire ; 93 soit 28,9 % déclarent ne pas savoir.

**Les obstacles cités par les 122 répondant-es qui ont répondu en rencontrer sont d'abord les contraintes liées à la pandémie de Covid-19 (pour 107 répondant-es).** Dans le champ d'expression libre, plusieurs répondant-es indiquent ne pas comprendre le maintien de cette composante en contexte de pandémie, maintien qualifié d'« *anxiogène* », de « *cause de stress* » et « *source de danger sanitaire* ». Mais ce n'est pas le seul obstacle avancé par les étudiant-es qui rende difficile la validation des 3 mois à l'étranger : **pour 62 répondant-es, le séjour est « difficile à caser dans la formation » suivie.** Un-e étudiant-e du département des Lettres et Arts parle d'« *aberration* » dans le cadre d'un parcours en 4 ans, agrégation comprise. Pour 42 étudiant-es l'obstacle consiste en « *manque d'accompagnement pour trouver un séjour adapté* » ; pour 34 répondant-es il s'agit d'un « *manque de convention Erasmus et de lectorat* » dans les destinations envisagées. Dans le champ d'expression libre, ce dernier constat a pu être rapporté à une inégalité de traitement entre étudiant-es et élèves normalien·nes concernant notamment les lectorats. Enfin, 22 étudiant-es évoquent une « *absence d'intérêt* » pour ce type de séjour et 20 autres une « *incompatibilité de leur sujet de recherche* » avec le séjour à l'étranger.

**Ainsi, cette composante du diplôme est indiquée comme étant source de stress pour 53,7 % des répondant-es, soit 173 répondant-es sur 322.** À cet égard, on peut noter d'importantes disparités entre départements : dans le département de Lettres et Arts, 47 répondant-es sur 60, soit 78,3 %, déclarent que cette composante du diplôme est source de stress ; de même en Mathématiques, avec 9 répondant-es sur 12 et en Sciences sociales, avec 54 répondant-es sur 76 soit 71 %. Par ailleurs en Biologie et en Informatique, la situation est plus mitigée avec 12 sur 32 soit 38 % seulement qui se déclarent stressé-es en biologie et 10 sur 23 en informatique, soit de nouveau moins de la moitié des répondant-es. Le département des Langues est évidemment à part puisque le séjour est prévu dans la 2e année du cursus. Ainsi, seulement 11 sur 50 soit 22 % des répondant-es indiquent que la validation de la composante est source de stress.

## Redoublement dans le cadre du diplôme

Quant à l'insuffisance de résultats, la question posée était la suivante : « As-tu été amené-e à redoubler avec l'obligation de refaire une année complète de diplôme (60 ECTS) suite à une insuffisance de résultats. Les réponses ne permettent pas d'analyse significative car seul-es seuls 2 répondant-es sur 322 se sont dit-es dans cette situation.

Toutefois au vu des sollicitations qui ont été adressées aux élu-es étudiant-es et enseignant-es à ce sujet, il ne semble pas inutile de préciser les modalités de redoublement inscrites dans le livret du diplôme.



## 4 Formation sur les violences sexistes et sexuelles pour les primo-arrivant·es

### Retours statistiques sur la journée

Les questions liées à la journée de sensibilisation du 17 septembre 2020 étaient réservées aux primo-arrivant·es. Il y a donc 161 réponses prises en compte dans cette section.

**Sur les 161 répondant·es, 75, soit près de la moitié d'entre elles et eux, étaient présent·es à la journée de sensibilisation**, ce qui est conforme à l'affluence constatée le 17 septembre 2020 où la moitié de la promotion semblait présente.

Les raisons apportées par les absent·es sont, pour 6 répondant·es, le manque d'intérêt pour le sujet de la journée ; pour 47 répondant·es, c'est-à-dire 54,7 % des absent·es, le choix d'une date qui ne convenait pas ; pour 12 répondant·es, la non-information au sujet de la journée, et pour les 21 dernières et derniers, une autre raison.

**Les 75 répondant·es présent·es à la journée de formation se déclarent majoritairement satisfait·es de la journée :**

- sur la longueur de la journée de formation, 65 sont satisfait·es, et seulement 2 sont peu satisfait·es ;
- concernant les intervenant·es : pour 50 répondant·es, les intervenant·es étaient adapté·es à l'auditoire et intéressant·es, pour 23 répondant·es, les intervenant·es étaient moyennement adapté·es à l'auditoire et intéressant·es. 2 répondant·es ne se prononcent pas.

**Les étudiant·es plébiscitent notamment la partie théâtrale de la formation.** À la question de choisir un moment de la formation auquel il faudrait donner plus de temps, plus des trois quarts des répondant·es (58 sur 75) choisissent la partie théâtrale. Pour 14 autres, c'est à la présentation des actrices et acteurs de la prévention à l'ENS de Lyon qu'il aurait fallu, ou qu'il faudrait, dans la perspective d'une nouvelle journée de formation, donner plus de temps.

**Enfin, concernant l'apport de cette journée, 44 répondant·es affirment avoir appris des choses. Pour 20 % des présent·es en revanche, le contenu de la journée de sensibilisation démontrait des évidences**, et pour 4 répondant·es, les informations données n'étaient pas assez concrètes ou immédiatement utiles. Malgré cela, 20 répondant·es, soit plus d'un quart de celles et ceux qui ont déclaré être présent·es, disent avoir découvert l'ampleur d'un phénomène qu'ils et elles ne pensaient pas être aussi présent dans le monde universitaire. En outre, une grande majorité de répondant·es (51 sur 75) affirment avoir eu l'information qu'ils et elles souhaitaient sur les personnes à contacter en cas de problème. Le caractère formateur et informatif de cette journée est donc souligné par les étudiant·es primo-arrivant·es, et l'inscription de cette journée dans le programme annuel de prévention a donc une véritable utilité pour les étudiant·es. C'est une initiative qu'il sera utile de reconduire chaque année et de rendre obligatoire.

## Expressions libres sur la journée de formation

19 répondant·es se sont exprimé·es sur la journée de formation du 17 septembre dans le champ libre qui était dédié, et qui n'était accessible qu'aux personnes ayant répondu qu'elles avaient assisté à la formation (soit 75 personnes).

La plupart des commentaires (13 sur 19) saluent l'organisation de la journée et remercient pour le travail effectué par les élu·es étudiant·es. Au-delà de ces remerciements, une grande partie des remarques donnent des pistes d'amélioration pour une prochaine journée :

- ▶ **Sur le format général, des commentaires soulignent que le fait d'être en groupe restreint a aidé à l'interactivité** et remarquent que des ateliers en petit nombre pourraient être proposés. En outre, un commentaire souligne que cette journée pourrait être obligatoire et qu'une journée entière (et pas une demi-journée comme cela a été le cas à cause de l'épidémie) pourrait y être dédiée.
- ▶ La partie théâtrale est saluée à plusieurs reprises (7 commentaires) : pour un·e étudiant·e, elle donnait « *des clefs sur comment réagir et sur ce qu'on peut faire pour se protéger en tant que victime ou protéger les autres en tant que témoin* ».
- ▶ **Les commentaires sont plus mitigés quant aux interventions et présentations des associations extérieures** : pour certains commentaires, « *l'explication du protocole précis pour faire remonter efficacement et utilement un problème à la fois judiciairement et administrativement a été très appréciée* », l'intervention de CLASCHES est reconnue comme très pertinente « *dans le contexte des études supérieures* », et il était pertinent de faire intervenir des associations comme le CLASCHES ou Femmes solidaires ; pour d'autres, l'intervention de cette dernière association a semblé moins adaptée à l'auditoire pour la moitié des commentaires. La présentation est ainsi critiquée pour son manque d'interactivité, son caractère en décalage avec le public, son caractère normatif ou son manque de dynamisme. Le contenu est parfois aussi mis en cause, car il semblerait, pour 2 commentaires, plus adapté à un public de l'enseignement secondaire, et pour 2 autres commentaires, que la mention de la prostitution sans engager le débat n'était pas satisfaisante.
- ▶ **Enfin, d'autres commentaires donnent des pistes d'amélioration de la journée de formation** : une remarque souligne qu'« *il serait intéressant d'inclure à cette journée une présentation des effets psychologiques que causent ces violences sur le long terme* ». Un autre commentaire souligne qu'il faudrait insister davantage sur les réactions à tenir lorsque l'on est témoin de violences sexistes et sexuelles, ce qui pourrait notamment être développé par les personnes en charge de la prévention. Il est d'ailleurs souligné à plusieurs reprises qu'il pourrait être pertinent de donner plus de places à la partie sur la prévention à l'ENS de Lyon et ses acteur·ices dans la formation.

Ces quelques remarques permettent de confirmer le bilan positif que nous avons tiré de la journée du 17 septembre 2020. Elles donnent des pistes d'amélioration pour la prochaine édition.

## 5 Champ d'expression libre final

Dans le champ d'expression libre final, 142 réponses ont été données, abordant les thématiques suivantes (il peut y avoir plusieurs thématiques par réponse) :



Thème de la réponse	Nombre	%
Information sur les validations	26	18,3 %
Plans d'études	15	10,6 %
Problèmes liés aux inscriptions aux cours	27	19,0%
Problèmes liés à la situation sanitaire	25	17,6 %
Stages	4	2,8 %
Questions liées au centre de langues	9	6,3 %
Problèmes liés au CAE	2	1,4 %
Questions de mobilité	14	9,9 %

Les réponses sur les problèmes d'inscription évoquent le centre de langues, la plateforme Girofle, le manque d'informations ; les réponses sur les mobilités portent principalement sur l'impact de la situation covid, la difficulté à intégrer la mobilité dans le cursus et le problème de la gestion au « *cas par cas* » ; quant aux réponses sur les validations, elles interpellent sur le relevé de notes de l'année de pré-master et les crédits école principalement ; enfin, les problèmes qui remontent au sujet de la pandémie soulignent la désorganisation du système comodal, les problèmes de jauges et l'absence d'événements associatifs et festifs.

Ce champ d'expression libre nécessitera une analyse plus approfondie.

